



L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste révolutionnaire



PSA
CT VELIZY

Lundi 31 Mai 2021

Violences :

L'insécurité est d'abord sociale !

Vendredi 28 mai, une attaque au couteau a eu lieu à la Chapelle-sur-Erdre, près de Nantes. Une policière municipale a été blessée et son arme subtilisée par un forcené qui a blessé un gendarme après avoir pris une personne en otage. Cet événement tragique – qui a eu pour seule mort celle de l'assaillant – est révélateur de bien des maux de notre société. Qui posent la question : comment en est-on arrivé là ?

Les partisans de l'ordre

Les politiciens en campagne électorale s'en sont immédiatement donné à cœur joie. Un agresseur musulman présumé, un couteau, et voilà une nouvelle campagne sécuritaire. Comme il s'agit d'un ancien détenu de droit commun, voilà une débauche d'amalgames décrivant un terroriste radicalisé libéré par une justice laxiste ! « *Il faut des prisons, des peines plancher, développer la surveillance électronique* », surenchérisse les politiciens, de droite comme de gauche. Sauf qu'on est loin du compte !

D'où vient la violence ?

Car voilà, les démagogues ont dégainé comme d'habitude trop vite. L'assaillant était certes croyant. Mais, surtout, il était atteint d'une grave maladie mentale. Que faisait-il donc dans les rues ? Pourquoi n'était-il pas à l'hôpital pour y être soigné ? Tout simplement parce que, dans ce pays, on tue à petit feu les urgences psychiatriques dont le personnel est en sous-effectif, au bord du burnout – les suicides ne sont pas rares parmi les travailleurs de la psychiatrie.

Et ce serait la prison qui nous protégerait de ce genre de personnes avant tout malades ? Qui peut croire qu'on soigne une maladie mentale entre quatre murs en béton ? Autant qu'ailleurs, plus qu'ailleurs, c'est de personnel compétent et en nombre suffisant dont on a besoin pour prévenir de telles situations. Les économies du gouvernement dans la santé ont des conséquences dramatiques qui pourraient être évitées.

L'insécurité : de quoi parle-t-on au juste ?

Pour les politiciens, le principal problème serait celui de l'insécurité. Quelle insécurité ? Du côté des violences en général, elle n'a pas vraiment augmenté.

Et si le sentiment d'insécurité est bien réel, c'est sur un autre terrain. Avec un million de personnes supplémentaires passées sous le seuil de pauvreté, un chômage qui explose, des licenciements qui se multiplient, le contexte est très anxiogène. Si l'on ajoute l'absence d'avenir pour les jeunes – y compris les

étudiants –, les retraites des anciens trop souvent misérables, on peut se sentir piégé.

La violence ne tombe pas du ciel. Bien sûr que l'augmentation de la misère produit des tensions, du désespoir ! Il est légitime de faire le lien entre les profits record du CAC 40 et la pauvreté grandissante. La preuve ? Alors que huit millions de personnes étaient dépendantes de l'aide alimentaire, entre mars 2020 et mars 2021, les milliardaires français ont vu leur fortune augmenter de 40 %. Mais les politiciens nous proposent la peur pour seul horizon, pour que l'on ne s'attarde pas sur ces chiffres révélateurs de l'injustice de leur société.

Combattre l'insécurité... sociale !

On ne combattra pas la violence à coups de caméra de surveillance, de déploiement policier, visant toujours les quartiers populaires.

On ne combattra pas les maladies mentales à coups de matraque ou de peine prolongée. On ne combattra pas la misère en construisant plus de prisons.

Alors, c'est vrai, le climat social est lourd. Mais un climat ça se change. Bien sûr par des luttes, mais souvent aussi par de la solidarité entre travailleurs sur les lieux de travail et dans nos quartiers. Et ça commence par ne pas céder aux hurlements sécuritaires des ennemis des travailleurs.

Les politiciens, et derrière eux la bourgeoisie, n'ont pas de solutions puisque c'est leur course aux profits qui est à l'origine de la majorité de nos problèmes. La peur empêche de réfléchir, d'agir, c'est une évidence, mais nous sommes de plus en plus nombreux à ne pas être dupes.

NOTRE PRESSE

version papier, en ligne et
sur les réseaux sociaux :

www.convergencesrevolutionnaires.com



Convergences révolutionnaires



La crise des semi-conducteurs a bon dos

Plusieurs usines Stellantis sont régulièrement à l'arrêt : Poissy, Mulhouse, Sochaux ou encore à l'étranger à cause des problèmes d'approvisionnement en semi-conducteurs. Pour la direction qui gère la situation en alternant des périodes non travaillées et des semaines avec H+ obligatoires le soir et les week-ends c'est une occasion de tester une nouvelle flexibilité, de voir jusqu'où elle peut aller pour contraindre les salariés à suivre ses caprices.

Au nom du père, du fils et de Stellantis

Le 24 mai, une délégation dirigée par Tavares a été reçue par le pape François au Vatican. L'occasion de lui vanter l'« *intégrité* » et l'« *éthique* » de Stellantis et de lui présenter la nouvelle Fiat 500 qui « *délivre [...] un appel à l'action pour créer un monde meilleur* ». Le pape pourra donner sa sainte bénédiction, il n'occultera pas le véritable ADN des voitures que nous produisons : bas salaires, cadences infernales, sous-effectifs. Une sacrée exploitation !

Argent public : fortunes privées des actionnaires

Les entreprises du CAC40 vont verser 51 milliards à leurs actionnaires pour 2021, en hausse de 22 % par rapport à 2020. L'équivalent de l'ensemble des dépenses de personnel annuelles des hôpitaux publics.

En 2020, Bruno Le Maire avait dit aux entreprises : « *il faut profiter de l'argent de l'État, croyez-moi ce n'est pas tous les jours que vous verrez un ministre des Finances vous dire : vous avez besoin d'argent, je vous en donne !* ». Carlos Tavares n'a rien communiqué de sa rémunération, se planquant derrière la fusion de PSA dans Stellantis. On imagine combien il en a été récompensé ! Tout en palpant pour PSA les aides publiques sur nos impôts.

Les Fondateurs tiennent bon !

Samedi 29 mai, 1 500 personnes se sont rassemblées à Hennebont, pour soutenir la lutte et la grève (5^e semaine) que mènent les ouvriers de la Fonderie de Bretagne (FDB ex SBFM) pour le maintien de leur site à Caudan et le refus que Renault lâche l'usine en menaçant de 350 licenciements. Les Fondateurs se battent partout en France. Nous aussi nous sommes menacés aussi par Renault ou PSA.

Les travailleuses de l'hôtel Ibis ont gagné !

Après 22 mois de lutte dont 8 de grève, les femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles, à Paris, ont obtenu une augmentation de salaire comprise entre 250 et 500 € par mois, la baisse des cadences, l'annulation de mesures discriminatoires et de mutations forcées de salariés en restrictions médicales.

Ces femmes, salariées d'un sous-traitant du groupe milliardaire Accor (qui possède les hôtels Ibis) ont ainsi obtenu l'égalité des conditions avec les salariés d'Accor. Si elles ont gagné c'est qu'elles ne sont pas restées isolées, elles sont allées voir d'autres hôtels et d'autres entreprises en luttant. Coup de chapeau à ces dames dont la victoire devraient nous inspirer toutes et tous !

Le « quoi qu'il en coûte » cède la place au « pognon de dingue » !

Ça y est, la campagne anti-dette est lancée. Bruno Le Maire en a fait sa spécialité, il s'époumone dans les médias : la générosité du gouvernement a assez duré, il faut réduire la dette ! Mais, si générosité il y a eu, c'est toujours envers les mêmes : cette dette, c'est celle contractée en subventionnant les entreprises et surtout les grands groupes – ce n'est pas la nôtre ! L'épidémie a été l'occasion de baisser de 10 milliards les impôts de production auxquels sont soumises les entreprises. Rappelons que toutes les aides versées aux entreprises ne sont soumises à aucune condition : sur 27 groupes du CAC 40 ayant bénéficié de l'activité partielle, 16 ont versé des dividendes en 2020 et 22 en 2021 !

Coup d'État militaire au Mali : une vieille habitude

Le groupe de colonels de l'armée malienne qui avaient pris le pouvoir en août vient de déposer le président Bah Ndaw et son Premier ministre qu'ils avaient nommés et dont ils étaient mécontents. C'est par un putsch qu'ils avaient renversé il y a neuf mois le président précédent. L'armée malienne avait fait de même en 1968 et en 1991. La France menace de retirer ses troupes du Mali si le nouveau régime dérive vers l'islamisme... Mais elle s'accommode de ce coup de force comme du coup d'État précédant. Elle est le principal soutien de l'armée malienne, notamment depuis 2013 à travers ses opérations Serval et Barkhane. On ne va pas se fâcher pour si peu.

Un toit c'est un droit

Lundi 31 mai, la trêve hivernale prend fin. Les expulsions menacent à nouveau les milliers de personnes qui, trop pauvres, n'ont pas pu assumer les loyers. Le nombre de personnes non ou mal logées explose depuis 20 ans, conséquence de la crise économique et des attaques continues contre les classes populaires. Temps partiels, suppressions d'emploi, baisse des APL, et plus récemment les réformes des retraites et de l'assurance chômage pendant que des dizaines de milliers de logements inoccupés ne servent qu'à spéculer. Il y a urgence à réquisitionner les logements salubres pour toutes celles et ceux qui en ont besoin !

Retrouvez les bulletins l'Étincelle sur Facebook :



NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

